

Côte d'Ivoire

Comprendre les enjeux du numérique
pour l'éducation et la formation
professionnelle

Juillet 2023

Chloé Latronico
Représentante de la filière
française des Edtech,
Afrique francophone



France Edunum International (FENI)

Sommaire

Introduction : Retour sur l'histoire contemporaine de la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire post-indépendance.....	1
L'économie de la Côte d'Ivoire aujourd'hui.....	1
La persistance de défis en matière de développement humain.....	2

Côte d'Ivoire et Transition Digitale

Quelques chiffres clefs.....	3
Le développement et la réglementation du numérique.....	4
Un Startup Act en cours d'élaboration.....	5
La Edtech ivoirienne : un écosystème peu développé.....	6
Zoom sur quatre Edtechs ivoiriennes.....	6

L'Education en Côte d'Ivoire

Chiffres clefs.....	7
Les défis de l'éducation après 1960.....	7
Les défis de l'éducation ivoirienne aujourd'hui.....	8
La part importante du secteur privé dans l'éducation.....	8
Quelle intégration des TIC dans l'éducation en Côte d'Ivoire ?.....	9

L'Enseignement supérieur ivoirien

Quelques récentes politiques publiques.....	10
Des dynamiques ivoiriennes à connaître.....	10
L'Université Félix Houphouët-Boigny : de nombreux défis à relever dans le supérieur public..	11
Les 7 universités publiques.....	11
Le développement rapide de l'offre privée.....	12
Quelle intégration des TIC dans l'enseignement supérieur ?.....	12

La Formation professionnelle

Données générales.....	13
L'investissement des pouvoirs publics dans la formation professionnelle.....	14

Ce qu'il faut retenir...

Introduction

Retour sur l'histoire contemporaine de la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire post-indépendance

La Côte d'Ivoire obtient son indépendance de la France en 1960, et Felix Houphouët-Boigny en devient le premier Président. Durant ses trente-trois années de mandat, il mènera une politique axée sur la stabilité du pays et son développement économique. Ce dernier étant principalement basé, entre 1960 et 1980, sur les recettes liées à l'exploitation et l'exportation du café et du cacao. Entre 1960 et le milieu des années soixante-dix, on parle de "Miracle Ivoirien", alors que la croissance annuelle du PIB est proche de 8 %. La chute du cours des matières premières dans les années soixante-dix ralentit instantanément le développement de la Côte d'Ivoire et le pays travers une crise économique dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

En 1993, Henri Konan Bédié arrive au pouvoir. Les années quatre-vingt-dix marquent l'avènement de tensions politiques, en parallèle de l'augmentation de la dette extérieure et du ralentissement de la croissance économique.

En 2000, Laurent Gbagbo succède à Henri Konan Bédié et en 2002, une tentative de coup d'état provoque la partition du pays entre le nord et le sud – le nord étant alors contrôlé par les Forces Nouvelles, un groupe armé de rébellion. La guerre civile agite un pays qui traverse alors une grave crise économique. La signature de l'accord de Ouagadougou en 2007 permettra de mitiger cette crise. Mais celui-ci sera remis en question à l'occasion des élections présidentielles de 2010.

Ces dernières sont marquées par une crise politico-militaire de taille. Les fortes tensions qui agitent le pays s'arrêteront en 2011 alors que Alassane Ouattara (actuel président) accède au pouvoir. Une période de transition et de réconciliation nationale est alors lancée, portée par des institutions comme la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation. Les travaux de cette commission s'achèveront en 2014.

Durant cette période de transition, le développement économique de la Côte d'Ivoire devient une priorité. Grâce à une diversification économique autour d'investissements dans l'industrie, les infrastructures et le tourisme, la croissance reprend. A cela s'ajoutent de nombreuses mesures visant à attirer les investissements étrangers comme la simplification des procédures administratives ou la lutte pour la transparence et contre la corruption.

L'économie de la Côte d'Ivoire aujourd'hui

Les taux de croissance économique de la Côte d'Ivoire au cours de ces dix dernières années font partie des plus rapides et des plus soutenus en Afrique subsaharienne, avec un taux moyen de croissance de 8,2 % sur la période 2012-2019. Après la pandémie de Covid-19, le pays a rapidement retrouvé une forte croissance (7 %) dès 2021 et a réaffirmé sa position de hub économique régional.

La Côte d'Ivoire joue en effet un rôle essentiel au sein de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en raison de la taille de son économie, de sa croissance dynamique et de son leadership dans le commerce régional.

Abidjan, la ville la plus peuplée de l'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine), est également la plus puissante économiquement, avec une population de 5 millions d'habitants. En tant que capitale économique de la Côte d'Ivoire, Abidjan est le reflet du développement rapide du pays. En plus d'être un hub portuaire régional, elle abrite le siège de plusieurs grandes entreprises et institutions telles que la Banque Africaine de Développement. La ville attire des investissements nationaux et étrangers, ce qui entraîne une transformation rapide avec de nouveaux quartiers et des infrastructures modernes en constante expansion.

Zoom sur...

La CEDEAO et l'UEMOA

La CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) a été créée en 1975 au Nigeria par 15 pays membres dans le but de promouvoir l'intégration économique et le développement régional en Afrique de l'Ouest. Elle a mis en place la libre circulation des personnes, une union douanière et diverses politiques commerciales. En 2019, le projet de création d'une zone monétaire et d'une monnaie unique, l'ECO, a été lancé. Bien que le lancement initial prévu pour 2020 ait été reporté, le projet reste à l'étude par les membres de la CEDEAO.

L'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine) compte huit pays membres (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) qui utilisent tous le franc CFA comme monnaie.

La persistance de défis en matière de développement humain

La croissance économique rapide de la Côte d'Ivoire mentionnée précédemment a permis une légère réduction du taux de pauvreté, passant de 44 % en 2015 à 39.5 % en 2018/2019. Dans le même temps, les inégalités en Côte d'Ivoire se sont réduites.

Le Rapport sur le Développement Humain 2021-2022 produit par le Programme des Nations Unies pour le Développement souligne que malgré la pandémie de Covid-19, la Côte d'Ivoire a réussi à améliorer son indice de développement humain. Elle se classe ainsi pour la première fois en 20 ans dans la catégorie des pays au niveau de développement humain moyen.

Il est important de noter cependant que les 20 % de la population les plus aisés possèdent une consommation six fois supérieure à celle des 20 % les plus pauvres. À ces dynamiques s'ajoutent d'importantes disparités régionales et une incidence plus élevée de la pauvreté dans les zones rurales. Conscients de cette problématique, les pouvoirs publics cherchent à soutenir le développement des zones rurales au moyen de plans nationaux et d'investissements massifs.



Côte d'Ivoire et Transition Digitale

Quelques chiffres clefs

Nombre d'habitants :
27 millions

Utilisateurs d'internet :
12.94 millions

Pourcentage de la population
sur les réseaux sociaux :
17.8 %

Taux de pénétration
d'internet :
45.4 %

Vitesse médiane d'internet
via les données mobiles :
18.25 Mbps

Vitesse médiane d'internet
via l'internet fixe :
38.92 Mbps



A savoir :

Moins de 20 % des foyers possèdent un ordinateur. En revanche, le taux de pénétration de l'internet mobile s'élève à presque 90 %.



Côte d'Ivoire et Transition Digitale

Le développement et la réglementation du numérique

Depuis 2011, les autorités ivoiriennes ont entrepris des actions visant à développer le secteur numérique et à le réglementer. Dans ce contexte, plusieurs organismes ont été créés, tels que l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC et la Société Nationale de Développement Informatique. Parallèlement, des efforts importants ont été déployés pour améliorer la couverture du territoire en termes d'infrastructures de connectivité, notamment grâce à la mise en service de câbles sous-marins.

Ces mesures ont été accompagnées de véritables stratégies nationales axées sur le développement du numérique. La stratégie actuelle repose sur **sept piliers** :

Infrastructures

Développer des infrastructures large bande et baisser les tarifs internet afin de généraliser l'accès à internet pour les entreprises et les ménages.

Services

Inciter au développement de contenus locaux profitables aux populations, disposer de contenus développés et hébergés en Côte d'Ivoire.

Services financiers

Accroître la contribution des services financiers numériques à l'inclusion financière des populations et au développement du commerce électronique.

Compétences

Favoriser l'appropriation des TIC par l'ensemble des citoyens et vulgariser les outils et services TIC, former et renforcer les capacités humaines en matière de TIC.

Environnement des affaires dans le secteur de l'économie numérique

Mettre en place un cadre réglementaire et des disposition en adéquation avec les enjeux du secteur des télécoms et des TIC afin de créer un environnement propice à l'essor du numérique pour le développement économique.

Innovation

Encourager le développement d'activités créatrices de richesses et génératrices d'emplois nouveaux pour développer des biens et services produits localement.

Cybersécurité

Renforcer la confiance numérique, structurer et sécuriser l'environnement numérique.

Un Startup Act en cours d'élaboration

Le **Plan National de Développement 2021-2025** encourage la création et le développement de jeunes entreprises innovantes créatrices de valeur et d'emplois, tout en augmentant la contribution de l'économie numérique au PIB national. Dans cette optique, la Côte d'Ivoire est en train d'élaborer un Startup Act, s'inspirant du cadre légal tunisien, qui est considéré comme un modèle pour tout le continent africain.

Le "**Programme d'accompagnement et de développement des startups**" se déploiera selon plusieurs axes, notamment :

/ L'aménagement et l'opérationnalisation du **cadre institutionnel et juridique** des startups numériques

/ L'**accompagnement financier** des startups

/ Le **développement des compétences locales**

/ La création d'un **environnement des affaires attractif**

/ La **communication et la visibilité** de l'écosystème

Ces axes constituent les piliers de cette stratégie visant à **faire de la Côte d'Ivoire un acteur majeur de la scène technologique africaine**. Dans cette dynamique, le gouvernement investit massivement dans des infrastructures telles que des technopôles et la construction d'un campus dédié aux startups.

Parallèlement, cette stratégie prévoit une forte implication des pouvoirs publics dans la dynamisation de l'écosystème des startups ivoiriennes, notamment par le biais de partenariats public-privés et de la réglementation de l'accès aux marchés publics.

Quelques précisions sur l'écosystème ivoirien actuel

- 80 % des startups ivoiriennes sont au **stade de création et de démarrage**
- 71 % des startups ont un effectif compris entre 10 et 49 employés
- 73 % des startups sont **financées sous fonds propres**
- La majeure partie des startups créées concernent les **services IT**, la **sécurité** et les **infrastructures**, mais également l'**Agritech** et la **Fintech**

On peut affirmer que l'écosystème des start-ups ivoiriennes est actuellement peu mature. Les récentes initiatives gouvernementales pourraient sortir le pays de cette tendance et réellement contribuer à l'émergence d'une innovation ivoirienne se démarquant dans la région.

Côte d'Ivoire et Transition Digitale

La Edtech ivoirienne : un écosystème peu développé

À l'instar de l'ensemble de l'écosystème tech ivoirien, la Edtech n'est pour le moment pas développée en Côte d'Ivoire. On compte très peu d'entrepreneurs spécialisés dans ce domaine, et encore moins qui parviennent à pérenniser leurs activités.

Deux des entreprises Edtech qui étaient parvenues à obtenir un rayonnement sur la région, **Qelasy** la première tablette didactique africaine et **Eneza Education Côte d'Ivoire**, la plateforme permettant d'accéder à du soutien scolaire par sms, sont aujourd'hui absentes du paysage ivoirien.

Parallèlement, peu d'initiatives émergent, et encore moins de startups parviennent à trouver des financements suffisants et à développer des modèles économiques pérennes.

Ainsi, il est difficile d'évoquer les tendances du marché local car celui-ci est très peu développé.

Zoom sur quatre Edtechs ivoiriennes

Etudesk

Etudesk accompagne les entreprises et institutions académiques dans la digitalisation de leurs offres de formation afin de les rendre plus accessibles.

EduGate

Une plateforme numérique d'apprentissage et de renforcement des capacités destinée aux apprenants du secondaire.

Eduweb

Eduweb est une plateforme d'éducation, de formation et de suivi à distance pour les élèves du primaire à l'enseignement supérieur.

Ivoire Talents

Ivoire Talents est spécialisée dans la distribution de formations en ligne pour les jeunes diplômés et les professionnels désirant renforcer leurs compétences.

L'Education en Côte d'Ivoire

5 % PIB

Budget de l'Education

43.9 % %

Alphabétisation des 15 ans et plus (2019)

6 à 16 ans

Education obligatoire

Effectifs

Préprimaire	257 633
Primaire	4 252 503
Secondaire	2 392 410
Supérieur	2 547 990

Les défis de l'éducation après 1960

À l'heure de l'indépendance en 1960, le taux de scolarisation du pays avoisinait les 10 %. En réaction à cette situation, les dirigeants ivoiriens se sont concentrés pendant plusieurs décennies sur l'objectif ambitieux d'atteindre les 100 % grâce à d'importants investissements dans l'éducation (environ 44 % du budget national étant réservé au secteur de l'éducation et de la formation chaque année).

Malgré ces efforts, le système éducatif ivoirien doit faire face à **d'importantes difficultés** : faibles taux de scolarisation brut, inégalités de genre et disparités régionales, asymétrie entre les ressources disponibles et les besoins de financement, manque d'équipements pédagogiques et offre qui ne parvient pas à répondre à la demande.

Face à ces défis, la **Loi sur l'Enseignement est adoptée en 1995**. Elle entérine les principes d'obligation scolaire et de gratuité, organise le système éducatif en intégrant le secteur privé, et établit des normes de qualité, d'évaluation et de contrôle pour l'éducation. L'accent est également mis sur la réduction des inégalités de genre concernant l'accès à l'éducation.



Les défis de l'éducation ivoirienne aujourd'hui

Le PASEC19 a révélé des **lacunes importantes chez les élèves ivoiriens**, mettant en évidence la persistance des défis auxquels les gouvernements ont fait face depuis l'indépendance. En matière de compétences en mathématiques, par exemple, 32 % des élèves se situent en dessous du seuil "suffisant". Au terme du primaire, seulement 40.5 % des élèves atteignent le seuil de compétences en langue, une proportion inférieure à la moyenne internationale de 47.9 %.

La Côte d'Ivoire se situe bien en dessous des performances enregistrées au Sénégal (74.7 %) ou au Bénin (75 %) en matière de maîtrise des langues.

Par ailleurs, l'évaluation PASEC19 a souligné la **persistance des inégalités** entre les élèves des zones urbaines et rurales, ainsi qu'un véritable écart de performance en langue et en mathématiques entre les élèves issus de milieux favorisés et ceux de milieux défavorisés. De plus, les performances des élèves sont également influencées par la qualité des infrastructures scolaires et la disponibilité des équipements pédagogiques.

Pour améliorer ces indicateurs, la Côte d'Ivoire a lancé dès 2016 le **Plan Sectoriel Education/Formation (PSE) 2016-2025**. Ce dernier prend en compte plusieurs axes d'amélioration, notamment l'amélioration de la qualité de l'enseignement grâce à la formation et au développement professionnel des enseignants, la promotion de l'éducation préscolaire, la réduction des inégalités socio-économiques et régionales, le renforcement de l'enseignement technique et professionnel, l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement, la promotion de l'éducation inclusive et le renforcement de la gouvernance du secteur éducatif.

La part importante du secteur privé dans l'éducation

Face à l'insuffisance de l'offre éducative publique en Côte d'Ivoire, plusieurs mesures ont été prises dans les années 1980 et 1990 pour **encourager les partenariats publics-privés**. Cette dynamique a entraîné l'émergence d'un secteur privé fort et omniprésent dans l'éducation, soutenu par des subventions étatiques.

Aujourd'hui, le **secteur privé domine** dans le secondaire général et technique, représentant également près de la moitié des établissements du primaire. Cependant, cette prépondérance soulève des **questions concernant la qualité** de l'enseignement dispensé. En effet, un grand nombre d'établissements ne sont pas officiellement reconnus par l'État, et environ 50 % des enseignants ne possèdent pas de licence d'État. La qualité des enseignements est donc parfois compromise, d'autant plus que les enseignants sont rarement formés dans des centres de formation de formateurs. Malgré la présence de mécanismes de contrôle, tels que les visites régulières d'inspecteurs mandatés par les ministères, des lacunes persistent.

En outre, certaines études mettent en évidence des **problèmes liés aux infrastructures**. Certains établissements privés ne sont pas en mesure d'offrir un environnement d'apprentissage adéquat. Une enquête menée en 2018 sur 15 établissements privés d'Abidjan a révélé qu'un établissement sur cinq possédait une bibliothèque, tandis que 65 % des établissements enquêtés n'étaient pas dotés de salles d'informatique. Concernant la connexion internet, elle est quasiment absente dans ces établissements. Ces défis doivent être relevés pour garantir une éducation de qualité dans le secteur privé en Côte d'Ivoire.

Quelle intégration des TIC dans l'Éducation en Côte d'Ivoire ?

Parmi les premiers efforts d'intégration du numérique dans l'éducation ivoirienne, le Projet Sankoré, lancé en 2009, a été un pionnier. En partenariat avec la Banque Mondiale, le gouvernement a fourni des équipements technologiques à plusieurs écoles. Ce projet se concentre également sur la création et le partage de ressources numériques, ainsi que sur la formation du corps enseignant. Dix ans plus tard, l'UNESCO-CFIT a achevé un projet visant à améliorer la formation continue des enseignants par le biais du développement d'un système de formation en ligne et de ressources pédagogiques numériques dans 10 localités du pays.

En 2015, le Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, en partenariat avec l'Agence Universitaire de la Francophonie, a également lancé le projet "Mobile Learning en Côte d'Ivoire", permettant de former à distance et hors connexion 1000 enseignants grâce à la distribution de tablettes.

Aujourd'hui, l'éducation en Côte d'Ivoire fait face à divers défis, notamment l'amélioration de la qualité de l'enseignement, la construction ou la réhabilitation des infrastructures et le renforcement du contrôle du secteur privé. Néanmoins, l'intégration du numérique dans l'enseignement est un aspect sur lequel des efforts sont déployés dans le cadre de la Coopération internationale.

Au cœur de la digitalisation de l'éducation en Côte d'Ivoire et dans plusieurs autres pays de la région, le projet KFITII (porté par l'Unesco et financé par la République de Corée) joue un rôle majeur. Son ambition est de "transformer l'éducation en Afrique grâce au TIC". Cela passe notamment par d'importants programmes de formation des enseignants à l'utilisation des technologies et des ressources pédagogiques.

Dans cette même dynamique et face aux défis posés par la pandémie de Covid19, Imaginécole s'est également démarquée. Porté par la Confemen, ce projet visait initialement à garantir la continuité pédagogique en Afrique francophone. Aujourd'hui, il s'est transformé en une plateforme numérique permettant de mutualiser les ressources éducatives francophones.

L'Enseignement supérieur ivoirien

Quelques récentes politiques publiques

2012, Adoption du système LMD

2016-2020, Plan National de Développement : amélioration de l'accès à l'enseignement supérieur de qualité

2019-2025, Politique Nationale de l'enseignement supérieur : "développement d'une offre académique de qualité favorisant l'insertion professionnelle et l'amélioration de la gouvernance des universités et des grandes écoles publiques



Des dynamiques ivoiriennes à connaître

- **100 % des établissements d'enseignement supérieur se trouvent en milieu urbain**
- **L'offre privée est supérieure à l'offre publique**
- **On compte 7 universités publiques, 38 universités privées, 12 grandes écoles publiques, 153 grandes écoles privées**
- **L'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI) est une université publique créée en 2015 dans le but d'alléger les effectifs étudiants dans les 6 autres universités publiques**

L'Université Félix Houphouët-Boigny : de nombreux défis à relever dans le supérieur public

L'Université Félix Houphouët-Boigny est l'une des premières universités créées en Afrique de l'Ouest francophone. Elle a vu le jour en 1964, date de création de l'Université de Côte d'Ivoire, située à Abidjan dans le quartier de Cocody. Au cours des années qui ont suivi sa création, l'université a attiré de nombreux étudiants ivoiriens ainsi que des étudiants issus de la sous-région, devenant ainsi un centre d'excellence académique.

Néanmoins, l'université a dû progressivement faire face à de nombreux défis. Malgré une rénovation entamée en 2011 et une réouverture en 2012, elle se trouve en difficulté en matière de capacité d'accueil, comptant par exemple 65 000 étudiants en 2015 pour une capacité d'accueil de 30 000 étudiants.

Le phénomène de sureffectif à l'UFHB est généralisé à l'ensemble de l'enseignement supérieur public. D'autres problématiques propres à cet établissement sont également observables dans la plupart des universités publiques ivoiriennes : insuffisance et obsolescence de l'équipement et du matériel didactique, manque de personnel d'encadrement, infrastructures vétustes...

Les 7 universités publiques

- ◆ **Université Félix Houphouët-Boigny**
Abidjan
70 000 étudiants, 1355 enseignants-chercheurs, 13 UFR, 14 instituts et centres de recherches
- ◆ **Université Nangui Abrogoua**
Abidjan
5 000 étudiants, spécialisée dans les sciences (de la santé, fondamentales, de la nature, de gestion de l'environnement)
- ◆ **Université Alassane Ouattara**
Bouaké
30 000 étudiants, 4 UFR et 3 institut et centres de recherches, 1 école de formation continue
- ◆ **Université de Man, Man**
1 500 étudiants, université spécialisée dans les sciences de la terre et de l'atmosphère, les mines, l'énergie et la métallurgie, focalisée sur le développement local rural et communautaire.
- ◆ **Université Jean Lourougnon Guédé, Daloa**
4 000 étudiants, spécialisée dans les formations scientifiques, membre de l'AUF.
- ◆ **Université Peleforo Gon Coulibaly**
Korhogo
2 000 étudiants, assure la formation de cadres spécialistes du développement local, rural et communautaire.

Zoom sur...

L'Université Virtuelle de la Côte d'Ivoire, (UVCI)

L'université virtuelle de Côte d'Ivoire a été créée en 2015, marquant une étape importante dans l'intégration du numérique dans l'enseignement supérieur ivoirien. Cette institution a pour objectif de développer la formation en ligne et de répondre aux défis liés à l'accueil d'un grand nombre d'étudiants. Grâce à la mise en place de projets numériques, tels que le Réseau ivoirien de télécommunication pour l'enseignement et la recherche (RITER), l'université virtuelle interconnecte les structures d'enseignement et de recherche, favorisant aussi le développement de l'enseignement à distance avec la mise en ligne des cours dans les universités publiques. En effet, l'UVCI est également une structure venant en aide aux autres établissements d'enseignement supérieur en ce qui concerne la mise en ligne de contenus pédagogiques.

Aujourd'hui, l'Université Virtuelle compte 10 000 étudiants et enregistre un taux d'insertion professionnelle de l'ordre de 73 %;

Le développement rapide de l'offre privée

Tandis que le gouvernement s'efforce d'accueillir les candidats qualifiés et d'améliorer la qualité dans les universités publiques, le secteur de l'enseignement supérieur s'appuie largement sur les universités et les collèges privés pour absorber de nombreux diplômés du secondaire.

En 2020/2021, les établissements d'**enseignement supérieur privés ont accepté 59 863 étudiants, soit 76,8% des candidats au baccalauréat**, soit une baisse par rapport aux 62 624 de l'année 2019/2020, probablement due aux perturbations du système éducatif causées par la Covid19.

En 2020/2021, 27% des étudiants admis dans les établissements d'enseignement supérieur privés se sont inscrits dans des programmes de premier cycle, tandis que les 73% restants ont été orientés vers de grands collèges privés pour une formation technique à court terme.

Si le privé attire de nombreux élèves, la scolarité au sein des établissements privés est plus coûteuse jusqu'à 1 million de francs CFA (1 500€) par an, comparé à 30 000 CFA (45€) pour les cours de premier cycle, 60 000 CFA (90€) pour les études de maîtrise et 90 000 CFA (140€) pour les programmes de doctorat dans les universités publiques.

Face à la demande croissante en matière d'enseignement supérieur, le secteur devient extrêmement concurrentiel et le nombre d'établissement ne cesse d'augmenter.

Quelle intégration des TIC dans l'enseignement supérieur ?

Dès 2011, le gouvernement a tenté, au travers du "Programme présidentiel d'urgence", de réhabiliter les universités publiques et d'améliorer leurs infrastructures en utilisant les TIC. Cependant, c'est la création de l'UVCI qui peut être considérée comme le premier jalon de l'intégration du numérique dans l'enseignement supérieur ivoirien.

Avant la pandémie de Covid19, le gouvernement ivoirien encourageait également l'intégration des TIC dans l'apprentissage, notamment par le biais de projets de numérisation des enseignements. Cependant, l'absence d'une plateforme numérique de collaboration entre les universités et de véritables formations des enseignants a ralenti le développement des TIC dans le supérieur. En conséquence, lorsque la pandémie a frappé la Côte d'Ivoire, seule l'UVCI n'a pas été directement impactée. Dans la plupart des établissements, après une période d'adaptation, les enseignants ont commencé à utiliser Facebook ou WhatsApp pour diffuser leurs contenus pédagogiques, faute d'autres moyens.

Face au manque d'adaptation au contexte de pandémie grâce aux TIC, on peut dire que celle-ci a mis en lumière la nécessité, en particulier pour les universités publiques, de renforcer leurs politiques d'intégration des TIC dans les enseignements.

Zoom sur...

Groupe LOKO

Le groupe Loko est le plus important groupe privé d'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire avec 18 établissements à son actif. Ces derniers bénéficient tous de l'agrément de l'Etat. 10 de ceux-ci sont des établissements d'enseignement supérieur dont 9 grandes écoles et une université tertiaire et technologique.

Le groupe possède également un vaste catalogue de formation à distance qui se développe progressivement.

La formation professionnelle en Côte d'Ivoire

Offre publique

Il existe 75 établissements publics d'enseignement technique et de formation professionnelle en Côte d'Ivoire et 13 structures publiques d'intervention en milieu rural.

Offre privée

409 établissements privés et 51 cabinets privés de formations

Offre nationale

67 000 apprenants de la formation professionnelle (2020-2021)

Gouvernance

Institut Pédagogique national de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP)

Spécialisé dans la recherche pédagogique et la formation initiale et continue des formateurs.

Agence nationale de la Formation Professionnelle

Spécialisée dans l'ingénierie de la formation professionnelle et chargée de prospecter, d'analyser les besoins en formation professionnelle pour y répondre au travers de projets.

Fonds de Développement de la Formation Professionnelle

Organisme de financement de la formation professionnelle initiale et continue.

Centre Ivoirien de Développement de la Formation Professionnelle

Centre de Promotion des NTIC

Structure de promotion et de développement des TIC dans l'enseignement technique et la formation professionnelle

L'investissement des pouvoirs publics dans la formation professionnelle

Avec un **âge médian de 19.8 ans**, la population ivoirienne est particulièrement jeune, et l'insertion professionnelle de cette jeunesse est un impératif. Le constat d'une **inadéquation entre les compétences des jeunes et les besoins des entreprises** est probant. Alors que l'université peine à augmenter sa capacité d'accueil et que le secteur privé de l'enseignement est parfois inaccessible à certaines franges de la population, la formation professionnelle apparaît comme une solution.

Le gouvernement s'est donné pour objectif de développer l'enseignement technique avec pour but d'**atteindre 30 % de scolarisation dans le technique et professionnel d'ici 2030** (contre 5 % aujourd'hui). La formation professionnelle est donc un pan important de la planification gouvernementale en Côte d'Ivoire.

Le premier jalon de la prise en compte de l'insertion professionnelle des jeunes comme un élément essentiel au développement du pays fut la **création de l'Agence Emploi Jeune (AEJ) en 2015**, qui permet de répondre à toutes les questions de la jeunesse en matière d'emploi. Le **Plan National de Développement 2016-2025** prévoit notamment d'augmenter de manière significative les taux de scolarisation des jeunes dans la formation professionnelle.

D'autre part, la **stratégie nationale de développement de la formation professionnelle (SNDFP) 2017-2025** prévoit :

- ◆ L'amélioration de l'accès à la formation professionnelle, avec un effort supplémentaire pour les zones rurales
- ◆ Le développement de formations de qualité répondant davantage aux besoins du marché du travail et l'amélioration de l'insertion professionnelle
- ◆ La promotion de la formation continue

Outre la planification, le gouvernement agit déjà en ce sens – souvent en collaboration avec des entités internationales – en construisant de **nouveaux établissements** (19 dans l'ensemble du pays) et en **rénovant des structures existantes**. Le gouvernement s'attèle également à **l'actualisation et à l'adaptation des programmes** de formation afin qu'ils répondent aux besoins de l'économie.

Zoom sur...

L'engagement de l'AFD en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes

L'AFD joue un rôle majeur dans l'insertion professionnelle des jeunes en Côte d'Ivoire, en finançant plusieurs projets d'envergure. Parmi eux, le projet « **Appui à la réforme du système de formation professionnelle** » (2016-2021) avec 100 millions d'euros, vise à améliorer la qualité de la formation.

De même, le projet « **Appui au développement des compétences des jeunes en Côte d'Ivoire** » (2017-2022) avec 50 millions d'euros, renforce leur employabilité. Le projet « **Appui à l'insertion professionnelle des jeunes en Côte d'Ivoire** » (2018-2023) avec 30 millions d'euros, facilite leur accès à l'emploi. Au total, l'AFD a investi plus de 200 millions d'euros dans ces projets, bénéficiant à plus de 100 000 jeunes ivoiriens, contribuant ainsi à construire un avenir meilleur pour eux.

Ce qu'il faut retenir...

Une population extrêmement jeune

Avec un âge médian de l'ordre de 19.8, la Côte d'Ivoire est un pays où l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle de la jeunesse sont des enjeux particulièrement importants.

Un pays d'influence dans la région

La Côte d'Ivoire se démarque de plus en plus dans la région de part son développement rapide et sa croissance soutenue. Elle est aujourd'hui une actrice incontournable du dynamisme ouest africain.

Un écosystème startup en développement

Si l'écosystème startup est pour le moment assez embryonnaire, l'adoption prochaine d'un cadre légal adéquate pourrait permettre à la Côte d'Ivoire de devenir un hub d'innovation en Afrique de l'Ouest.



France Edunum International (FENI)